



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".

"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

bulletin mensuel de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ (M.I.L.)
N° 141 FÉVRIER 2001 - 20 F ISSN 0989-3237

Un seul combat :

BATTRE LA GAUCHE

XI^{ème} CONVENTION NATIONALE du MIL

Les samedi 3 et dimanche 4 février 2001, le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)** a tenu sa XI^{ème} Convention nationale à Paris. Cette manifestation a réuni plus de 390 cadres du MIL représentant les délégations de toute la France, y compris la France d'Outre-mer, et de l'étranger.

Sous la présidence de **Raoul BÉTEILLE**, président du MIL, ancien député, conseiller honoraire à la Cour de cassation, les travaux ont débuté par une intervention du professeur **Bernard KUNTZ**, président du SNALC, sur le thème : peut-on être prof. de droite ? puis l'écrivain **Vladimir VOLKOFF** mit en lumière les entreprises de désinformation relatives au Kosovo et à la Tchétchénie ; **Henri GUAINO**, ancien commissaire au plan, maître de conférence à l'IEP de Paris, rappela, lui, l'actualité du Gaullisme ; son propos fut prolongé par **Patrick OLLIER**, député-maire de Serre-Chevalier, qui développa le rôle de fer de lance du RPR contre la gauche ; le général **Alain de BOISSIEU**, Compagnon de la Libération, ancien Grand chancelier de la Légion d'honneur, président du comité d'honneur du MIL, conclut la matinée par un rappel historique en évoquant les leçons de 1940.

Le professeur **Jacques ROUGEOT** a ouvert la seconde partie de cette XI^{ème} Convention par une évocation du souvenir de Jacques FOCCART, qui demeure un exemple pour notre temps ; le professeur de médecine **Christian CABROL** a développé les valeurs gaullistes incarnées par le général Leclerc ; le professeur **Christian LABROUSSE**, ancien recteur, démontra ensuite comment JOSPIN gâche la croissance économique ; **Jean-Paul HUGOT**, sénateur-maire de Saumur, a rappelé toute l'importance de la démocratie locale et les difficultés des maires face aux actions de la gauche ; **Jacques GOD-FRAIN**, ancien ministre, député-maire de Millau, a insisté sur l'urgence pour la droite d'élaborer une doctrine sociale en démontrant que la participation était une réponse à la gauche ; **Eric RAOULT**, ancien ministre, maire du Raincy, a conclu la seconde partie en réaffirmant que Jacques CHIRAC est un rempart contre la gauche.

C'est par un discours mobilisateur, en vue des prochaines échéances électorales, que **Henri CUQ**, député des Yvelines, questeur à l'Assemblée nationale, a ouvert la troisième partie des travaux ; **Dominique PERBEN**, ancien ministre, député-maire de Chalon-sur-Saône, a mis en évidence la nécessité d'une nouvelle politique de sécurité urbaine ; **Claude GOASGUEN**, ancien ministre, vice-président de Démocratie Libérale, a établi le vrai bilan de la gauche après quatre années de gouvernement ; **Nicolas SARKOZY**, ancien ministre, député-maire de Neuilly-sur-Seine, a conclu la journée du samedi par un appel à la renaissance de la droite, qui est l'avenir, et à la mobilisation derrière **Jacques CHIRAC**.

De très nombreuses personnalités ont honoré de leur présence cette XI^{ème} Convention nationale du Mouvement Initiative et Liberté (MIL) qui a permis aux cadres du mouvement et aux personnalités présentes de réaffirmer les valeurs civiques, ciment permanent de la nation française et facteur décisif de la reconquête, afin de redonner au plus vite une majorité à **Jacques CHIRAC**.

MESSE EN SOUVENIR DE JACQUES FOCCART

lundi 19 mars 2001 à 11 h - Église de Luzarches (95)

Inacceptable !

LA BANALISATION DE LA VIOLENCE SCOLAIRE

par le recteur **Armel PÉCHEUL**

La violence à l'école est désormais devenue un fait divers tout à fait banal. Il ne se passe pas de semaines sans qu'un professeur ne soit agressé par un élève ou qu'un adolescent n'assène un coup de couteau à l'un de ses camarades de classe. Tous les établissements scolaires sont touchés ou presque. Le collègue n'y échappe plus, bien au contraire. Et bientôt le mal s'étendra à l'école primaire. Et chacun d'accuser son voisin : les quartiers difficiles, la télévision, la famille monoparentale, l'insuffisance du nombre des surveillants. Si les caméras de télévisions sont intervenues à temps, le Recteur accordera quelques postes de surveillants supplémentaires. L'établissement scolaire sera fermé quelques jours puis les choses reprendront leur cours jusqu'à la prochaine agression... pourvu que cela ne fasse pas trop de vagues !

En tout cas, on ne voit pas d'actes de contrition - on dirait aujourd'hui d'actes de repentance - de la part de ceux qui ont voulu à tout prix « socialiser l'enfant ». On ne voit pas plus de mesures de fond qui aient été prises par les ministres de l'Education nationale qui se sont succédé depuis une bonne dizaine d'années, au-delà de l'annonce du énième plan anti-violence. Leurs plans sont d'ailleurs aussi efficaces que les plans de lutte contre l'échec scolaire... depuis le temps qu'ils existent tous ceux qui fréquentent les écoles de France et de Navarre devraient lire, écrire et compter couramment... hélas, il n'en est rien ! On ne voit pas, non plus, de critiques de fond de la part d'une opposition tétanisée dès qu'il s'agit de s'exprimer dans les domaines de l'éducation et de la culture ou tout simplement dans le domaine des valeurs.

Bref, les premiers ne veulent pas se renier, les seconds ne veulent pas d'ennui, les troisièmes se cachent derrière leur petit doigt de peur d'être taxés de "ringards".

D'où vient cette lâcheté collective ? D'où procède cet abandon de ce qui devrait être le plus cher à notre société, le plus précieux pour son avenir : ses enfants ? Sûrement de la conjugaison de plusieurs phénomènes.

D'abord, la lâcheté est générale quand il s'agit d'aborder les questions fondamentales, celles des valeurs d'une société. Plus personne n'ose dire dans quelle France il entend que nos enfants vivent demain. Faute de modèle à proposer, il n'y a plus d'idéal commun et le repli sur soi fait le reste. Les réponses données aux grandes questions de ce temps sont uniquement esquissées au gré des pressions médiatiques quotidiennes. Elles sont à peine formulées que la vague suivante a déjà emporté la précédente. La violence scolaire ne fait pas exception, elle fait partie du "zapping" quotidien. Mais, il en résulte aussi que l'école, de son côté, n'affiche plus ses priorités. Puisque tout est important médiatiquement, rien ne l'est plus dans la réalité des élèves. Et la violence n'échappe pas à la règle, celle précisément de ne plus être évitée par des règles.

Ensuite, l'éradication de la violence à l'école supposerait que des mesures soient prises sur le long terme, et des mesures fortes même si elles sont impopulaires. Quel responsable politique aurait le courage aujourd'hui de prendre et surtout de tenir des engagements pour une à deux générations d'élèves ? Tout respect gardé pour les professeurs, on entend bien les déclarations ministérielles faites à propos des plans

pluriannuels de recrutement des maîtres. Mais on n'a jamais vu un ministre de l'Education nationale lier ses promesses d'augmentation des effectifs enseignants à l'acquisition effective des savoirs fondamentaux pour tous les élèves, ni à la transmission des valeurs fondamentales d'une société démocratique dont la sécurité pour tous et le respect de chacun sont des piliers incontournables. Afficher des résultats qualitatifs au lieu et place de vagues statistiques, qui ne trompent plus personne, voilà qui serait révolutionnaire dans l'Education nationale.

Enfin, pour lutter contre la violence scolaire, il faudrait aborder le thème de l'ordre social, expliquer aux enfants que tout n'est pas permis, que la transgression des règles entraîne punitions et sanctions. Et là, ce serait trop ! Ce serait renier trente ans de philosophie soixante-huitarde, autant d'années de psychopédagogie, casser le mythe de l'épanouissement personnel de l'élève, reconnaître que le maître transmet et que l'élève reçoit, expliquer que la discipline n'est pas une règle morale mais la condition élémentaire de la survie du

groupe, affirmer que la liberté n'est véritablement respectée que dans la sécurité... Que d'obstacles devant le rénovateur qui oserait prononcer ces mots !

Non décidément, ils ne feront rien, car au mieux ils auront autre chose à faire, au pire, ils auront peur. Et l'école, comme toutes ces institutions qui ne vivent plus que pour se survivre, n'y survivra pas. Rassurons-les, elle n'explosera pas. Elle imploiera tout simplement. Elle sera progressivement vidée de toute sa substance. L'éducation se fera ailleurs, et autrement. En attendant combien compterons-nous encore de victimes ?

Puisqu'ils n'écoutent plus, il ne reste plus qu'à utiliser le moyen que sans doute ils craignent le plus, celui qui les rend inéligibles. Que les victimes de la violence scolaire portent plainte contre les responsables successifs de l'Education nationale. Ils sont responsables et coupables des déviations de l'école. Ce ne sera que justice.

Extrait de *La Lettre d'enseignement et liberté* n°74 de décembre 2000

LES CAMPAGNES MILITANTES DU MIL

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance des campagnes militantes. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles.



Affiches :
10 x =

Affiches :
10 x =

Bon de commande :

Nom et prénom :
 Adresse :
 Téléphone (en cas de problème avec votre commande) : Age :
 Fonction(s) et titre(s) éventuel(s) :
 Soutien la liste présentée par le parti politique suivant
 Adhérent MIL : oui / non
 Participation aux frais d'édition et d'expédition : à partir de **200 F** sauf pour les adhérents à jour de cotisation
 Verse et joins à ce courrier la somme de : F (commande uniquement par courrier ou fax 01 47 57 34 24)

COMMUNIQUE DE PRESSE :

CORSE :

JOSPIN CONTRE L'UNITÉ NATIONALE

Le **Mouvement Initiative et Liberté (MIL)**, présidé par Raoul Béteille, ancien député de la Seine-Saint-Denis, constate que le gouvernement de Jospin joue l'enlisement en Corse.

Le **MIL** déplore que le principal suspect de l'assassinat du Préfet Erignac, fils d'un ancien député socialiste, en cavale depuis neuf mois après avoir «miraculeusement» échappé aux policiers venus l'appréhender au début de l'affaire, soit encore mystérieusement introuvable et puisse impunément faire publier des déclarations par une presse complaisante, voire complice.

Le **MIL** dénonce l'inertie du gouvernement alors qu'un groupuscule terroriste revendique deux assassinats et huit attentats tout en menaçant, à nouveau, de poursuivre et d'intensifier ses activités criminelles.

Le **MIL** qui a, dès septembre 2000, dénoncé la mascarade des «accords de Matignon», véritable marchandage avec des réseaux occultes et mafieux, s'indigne de l'entêtement du gouvernement socialiste à abandonner la Corse à l'opportunisme des uns et au racket des autres en soumettant à l'Assemblée nationale, au printemps prochain, un projet de loi qui aurait pour effet, à terme, de détacher la Corse de la République française.

Le **MIL** annonce l'intensification de ses campagnes d'affichage sur les thèmes :

« LA FRANCE, UNE ET INDIVISIBLE »
« CORSE : JOSPIN CASSE L'UNITÉ DE LA FRANCE »

Le **MIL** rappelle qu'il apporte son entier soutien à la **PÉTITION NATIONALE POUR LA CORSE DANS LA RÉPUBLIQUE** diffusée par le **RPR** et appelle tous les Français soucieux de l'unité nationale à **signer et à faire signer** cette pétition afin de marquer leur opposition aux projets de Jospin.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - Commission paritaire 11181
Directeur de la publication : **R. BÉTEILLE** - Co-directeur de la publication : **G. FLICOURT**

0
1
2
3
4
5
6
7
8
9
A
B
C
D
E
F
G
H
I
J
K
L
M
N
O
P
Q
R
S
T
U
V
W
X
Y
Z

Nom Prénoms

Adresse

Code postal Ville

Téléphone Portable Fax Email

Date et lieu de naissance Date et lieu de naissance (épouse)

Voulez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?

Profession

désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

désire soutenir financièrement l'action du MIL et verse :

100 F 200 F 300 F 500 F ou plus

désire adhérer ou renouveler mon adhésion au M.I.L. (cocher la bonne mention) :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 250 F Cotisation couple : 250 F

Cotisation pour la carte de membre donateur : 500 F Cotisation simple : 150 F

Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 1000 F Cotisation chômeur : 50 F

désire s'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : 200 F

Date

Signature

à remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L. 75 rue Louis Rouquier 92300 Levallois Perret tél. 01 47 57 34 44

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elle contient sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.